



COMPTE-RENDU DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Le pointage des membres présents et représentés sur les **291** membres statutaires actuels donne:

- Présents :	50
- Représentés :	92
- Total :	142 soit 49 %

Le quorum statutaire, de 25 % étant atteint, l'Assemblée Générale peut valablement délibérer. Le Président déclare l'Assemblée Générale ouverte à 9 h 15 .

Le Président accueille les participants et les remercie de leur présence

Mme Le Maire nous a fait savoir qu'elle se joindrait à nous dans le courant de la matinée et a accepté de répondre à nos questions.



Avant de commencer les débats à l'ordre du jour de cette Assemblée Générale le Conseil d'Administration par la voix de son Président souhaite vous faire une déclaration.

Nous abordons notre première Assemblée Générale sans notre Président et ami Yves Buchholtzer décédé le 12 mars 2011, mais en lui rendant un chaleureux hommage pour son action de 20 ans dans notre association. Son absence sur cette estrade représente pour nous tous une grande peine mais aussi un vide que nous aurons des difficultés à combler, néanmoins ayant préparé son départ il nous laisse quelques outils qui devront nous permettre de poursuivre le chemin qu'il a tracé.

Grand défenseur de l'environnement, il avait donné un souffle au Comité de Sauvegarde de la Baie de Cavalaire et il a été avec clairvoyance et pugnacité de tous les combats pour la préservation de sa ville. Yves Buchholtzer laissera à beaucoup de cavalois l'image d'un homme de sagesse, de rigueur, de détermination, de grande conviction, ayant consacré toute son énergie et son intelligence au service de sa cité qu'il souhaitait préserver belle et agréable à vivre. Il assumait aussi d'importantes responsabilités au sein de l'UDVN 83 (Union Départementale du Var pour la Sauvegarde de l'Environnement) qui fédère dans le Var 60 associations de défense de l'environnement. Vice président et secrétaire général il avait en charge d'importants dossiers concernant les communes voisines, mais aussi tout le département, entre autres: le traitement des déchets, le prolongement de l'aérodrome de la Môle, les travaux du Comité des Élus du golfe de Saint-Tropez, etc..

Il avait aussi manifesté son attachement à Cavalaire par un engagement au sein de la municipalité. Présent au Conseil Municipal dans l'opposition durant une mandature, de 1995 à 2001, il s'était comporté comme un élément modérateur à une période où l'avidité des promoteurs immobiliers était très forte.

Citons aussi notre ami Jean-Louis Mouly, lui aussi pilier du CSBC qui nous a quitté en ce début d'année.

On doit mentionner également le décès en juin d'un très ancien adhérent du Comité de Sauvegarde de la Baie de Cavalaire qui nous a quitté à l'âge de 100 ans et 2 jour : Louis Eparvier.

A leurs épouses, leurs enfants et petits enfants nous réitérons nos sincères condoléances.

Parole à Dominique Buchholtzer, fils d'Yves.

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

Ce n'est pas sans émotion que je prends la parole pour vous parler quelques instants de mon père.

Il goûtait fort peu les oraisons funèbres, aussi, je m'abstiendrais de le couvrir de lauriers.

Chacun d'entre vous a sa propre opinion sur le personnage charismatique qu'il était.

En revanche, si nous sommes réunis aujourd'hui, c'est dans l'objectif de poursuivre la tâche à laquelle il s'est attaché pendant de nombreuses années :

Faire vivre le Comité de Sauvegarde de la Baie de Cavalaire.

Papa était un homme de défis qui n'avait cessé de se fixer des objectifs ambitieux et de relever des challenges difficiles.

C'est en son nom et pour lui rendre hommage que je propose à chaque personne de l'assemblée ici présente de relever le défi suivant :

« D'ici à la prochaine Assemblée Générale recruter un nouveau membre pour le Comité de Sauvegarde. »

Mon père était un adepte du pragmatisme et aimait par-dessus tout obtenir des résultats mesurables à chaque nouveau combat qu'il menait.

En acceptant ce challenge, vous lui rendriez un vibrant hommage mais, plus encore, vous donneriez un nouvel élan au Comité de Sauvegarde qui lui tenait tant à cœur.

D'avance je vous remercie pour votre implication et je vous donne rendez-vous à l'année prochaine pour mesurer, ensemble, les résultats obtenus.

Bonne journée à tous et à très bientôt.



L'absence d'un ami



1 Approbation du Compte-rendu de l'A.G. du 9 août 2010

Le Président vous soumet l'approbation du Compte-rendu de l'Assemblée Générale du 9 Août 2010 sous la forme de la :

1^{ère} résolution :

L'Assemblée Générale approuve le Compte rendu-de l'Assemblée Générale annuelle qui s'est tenue le 9 Août 2010

2 Rapport financier

Le trésorier Edmond FOURNIER donne lecture du bilan de l'exercice 2010/2011 validé par le Commissaire aux Comptes Christian ROCHE. Celui-ci déclare exacts et sincères les comptes.



SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MAI 2011

SOLDE CRÉDITEUR AU 31 MAI 2010	4 6 4 0,4 4
LIVRET A C.E. AU 31 MAI 2010	1 6 1 6 5,7 6
ENCAISSEMENTS AU 31 MAI 2011	6 3 6 5,0 0
INTÉRÊTS LIVRETS A-B AU 31 DEC 2010	2 4 7, 3 9
TOTAL	2 7 4 1 8,5 9

DÉPENSES	AU 31 MAI 2011	7 4 4 1,6 0
- Journaux	3 8 3, 0 0	
- Cotisations (associations)	0 0 0, 0 0	
- Indemnités kilométriques Président	1 4 3,7 0	
- Fournitures de bureau & réparations	1 5 7 0, 0 3	
- Photocopies	1 5 5 0,9 0	
- Affranchissements postaux	7 4 6,4 8	
- Téléphone / Wanadoo	1 3 3 3, 6 7	
- Frais judiciaires	7 7 7,4 0	
- Assurance R.C.	4 5 2,8 0	
- Divers	4 5 8,8 3	
- Frais tenue de compte	2 4, 7 9	

SOLDE COMPTABLE AU 31 MAI 2011 **1 9 9 7 6,9 9**

TRÉSORERIE AU 31 MAI 2011 **1 9 6 3 4,4 9**

SOLDE COMPTE DÉPOTS (C.E.) 7 2 8,3 4
COMPTE LIVRET A-B (C.E.) 1 8 9 0 6,1 5

Nous mettons en évidence dans le tableau ci-dessous une réduction de nos encaissements liée au faible renouvellement des adhérents qui nous quittent. Nos seules ressources financières sont nos cotisations.

	ENCAISSEMENTS	DÉPENSES	TRÉSORERIE
2011	6350	7.441	19.634
2010	7.595	5.906	20.806
2009	8.205	6166	18.739
2008	*14.625	5391	15838
2007	10.244	10.347	7.413

** Un don exceptionnel de 5.000 € avait enrichi notre trésorerie.*

Pour mémoire nous comptons à la fin de l'année 2010, 291 adhérents à jour de cotisation sur 330 encore inscrits sur notre liste.

Il peut être aisément déduit que nous devons nous faire connaître et attirer vers notre association nos relations qui auraient à cœur la préservation de notre environnement.



N'hésitez à parler autour de vous du Comité de Sauvegarde de la Baie de Cavalaire

Le Président soumet à l'Assemblée l'approbation des comptes sous la forme de la :

2^{ème} résolution :

L'Assemblée après avoir pris connaissance du rapport financier donne quitus de leur gestion aux Membres du Conseil pour l'exercice 2010/2011.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

3^{ème} résolution :

L'Assemblée accepte la proposition du Conseil d'Administration de maintenir, pour l'exercice 2010/2011, la cotisation au taux de 30 €uros pour le premier adhérent de la famille, 20 €uros pour le conjoint et 5 €uros pour les jeunes de moins de 18 ans et étudiants jusqu'à 26 ans."

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

3 Rapport moral d'activité

Comme par le passé notre activité s'est partagée entre deux pôles qui fréquemment se rejoignent : les dossiers propres à la commune de Cavalaire et ceux concernant le Var, au travers de notre participation au Conseil d'Administration de l'UDVN 83 (Union Départementale pour la Sauvegarde de la Vie de la Nature et de l'Environnement).

A Cavalaire le sujet de notre activité a été essentiellement le Plan Local d'Urbanisme (PLU) qui a fait l'objet d'une annulation en décembre 2010 puis du lancement de l'élaboration d'un nouveau document. Nous y reviendrons en détail plus loin. Le dossier de Pardigon en demi-veille a été aussi un sujet de surveillance. Nous avons suivi les premières données concernant le projet des Canissons. Nous avons participé à une réunion débat concernant les sites du Conservatoire du littoral situés sur la commune de Cavalaire et plus particulièrement la réhabilitation de la maison Foncin.

Les thèmes principaux traités dans le cadre de l'UDVN 83 qui se rapprochent de la vie cavalaïroise et qui font l'objet d'un développement ci-après sont : le traitement des déchets, le projet d'intercommunalité, l'aérodrome de La Môle, le contournement de Saint-Maxime.

Le Président soumet à l'Assemblée l'approbation du rapport moral et d'activité, sous la forme de la :

4^{ème} résolution:

L'assemblée approuve le rapport moral et d'activité.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.



4 Plan Local d'Urbanisme de Cavalaire (PLU)

Pour mémoire :

Le **plan local d'urbanisme** (PLU) est le principal document d'urbanisme, de planification de l'urbanisme au niveau communal Il remplace le plan d'occupation des sols (POS) depuis la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains du 13 décembre 2000, dite loi SRU

La chronologie :

- Premier P.L.U. approuvé par la délibération du Conseil Municipal du 16 décembre 2005. Ce P.L.U. avait pour vocation de remplacer le P.O.S de 1998 en vigueur jusqu'alors.

- Recours au Tribunal Administratif le 31 mars 2006 de la part du Comité de Sauvegarde de la Baie de Cavalaire et de deux autres entités.

Notre requête portait essentiellement sur :

- Une procédure de présentation et de concertation insuffisante et entachée d'irrégularités
- L'occultation du dossier de consultation de la Commission des Sites
- Le défaut de prise en compte de la capacité d'accueil
- L'insuffisance de prise en compte du risque incendie
- Une Irrégularité de zonage sur le site remarquable de Pardigon (Zone UI, destinée à des activités à caractère économique)
- Annulation du PLU prononcée par le Tribunal Administratif le 9 décembre 2010, ce qui entraîne un retour au Plan d'Occupation des Sols (POS) précédent pour toute action d'urbanisation.
- Délibération du Conseil Municipal le 28 janvier 2011 qui prescrit l'élaboration d'un nouveau PLU
- Appel de la part de la Municipalité le 9 Février 2011 auprès de la Cour Administrative d'Appel de Marseille contre le jugement qui a annulé le PLU

La requête de cet appel porte essentiellement sur :

- Le Caractère régulier de l'Enquête Publique et l'impossibilité d'y inclure l'avis de la Commission des Sites parvenue après le lancement de cette enquête.
- La validité du classement en zone UI à caractère artisanale d'une emprise foncière localisée au nord du site classé de Pardigon.
- De février à juillet 2011 travaux portant sur l'élaboration du nouveau PLU, dont trois réunions auxquelles nous avons été conviés, plus une réunion publique le 29 juin. Cette première étape portait sur le Diagnostic et le Plan d'Aménagement et de Développement Durable (PADD)
- Le calendrier que se fixe la Municipalité devrait permettre une mise en vigueur du nouveau PLU en juillet 2012.



L'analyse du Comité de Sauvegarde de la Baie de Cavalaire :

Nous relevons dans les documents concernant le Diagnostic et le Plan d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) une orientation vers une urbanisation raisonnée mais il faut comprendre que nous avons affaire à des généralités, des lignes directrices qui ne permettent que de porter un avis préliminaire.

Néanmoins l'idée de l'installation d'une zone d'activité économique au nord du site classé de Pardigon demeure.

Par un courrier à la Municipalité le 12 juillet 2011 nous avons formulé nos remarques sur ce PADD.

Un membre de l'assemblée met en évidence que dans le chapitre de gestion des risques du PADD il a été omis d'évoquer les risques potentiels de remontée de la nappe phréatique en cas de pluies abondantes et durables. Il s'agit là d'un point jusqu'alors passé sous silence. Madame le Maire n'étant pas encore arrivée à ce stade de la réunion nous n'avons pas eu l'occasion de lui poser la question mais nous ne manquerons pas d'évoquer ce sujet lors d'une prochaine réunion avec la municipalité.

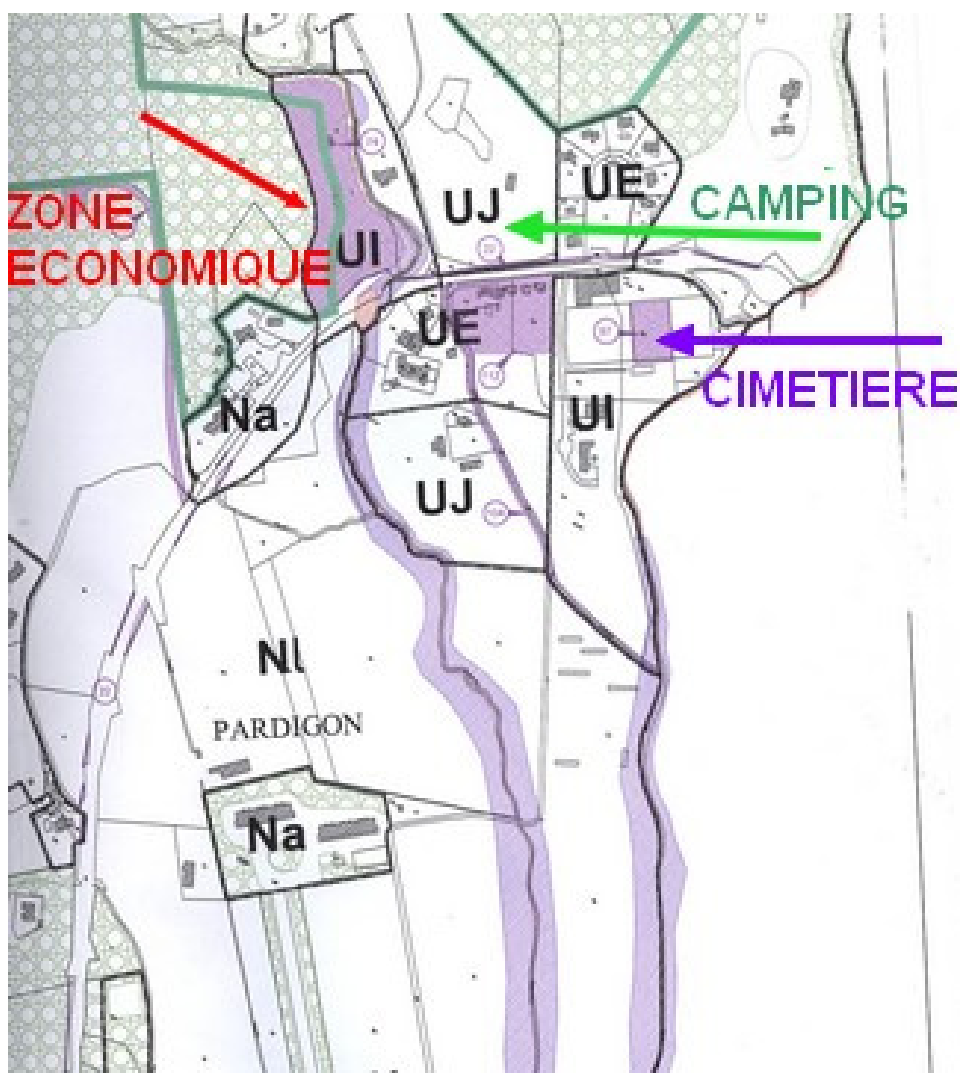
Notre analyse actuelle concernant cette zone d'activité économique porte sur :

- Les besoins effectivement exprimés : à notre connaissance il n'existe pas d'étude sur ce thème.
- Les possibilités foncières de la commune autres que celles de Pardigon : nous n'avons pas connaissance d'un recensement des espaces aptes à recevoir cette activité.
- Les arguments en faveur de l'édification d'une zone d'activité économique à cet emplacement : il peut en exister, ils restent à identifier et apprécier.
- Les arguments en défaveur de l'édification d'une zone d'activité économique à cet emplacement : il en existe, ils restent également à préciser. Le point majeur réside dans la position négative prise par le Tribunal Administratif ; **« s'inscrit dans le grand amphithéâtre très boisé qui descend des Maures et s'ouvre sur la plaine littoral de Pardigon.....se situe dans un vallon boisé et comporte de nombreuses espèces végétales....et doit donc être regardée comme faisant partie d'un espace remarquable au sens de l'article L146-6 du code de l'urbanisme... »**. Mais nous pourrions compléter par : nuisances sonores, visuelles, augmentation du flux de circulation sur la rue du Dr Pardigon déjà très dangereuse du fait de sa faible largeur, présence d'un ruisseau qui borde du nord vers le sud le terrain considéré et restreint la surface disponible en ajoutant des contraintes spécifiques à tout cours d'eau.



Situation du projet de zone d'activité économique :

Au Nord de l'avenue du Docteur Pardigon en se rendant au Cimetière
A l'ouest du Camping Roux



La situation juridique est complexe :

- Le jugement de la Cour d'Appel concernant le PLU de 2005 annulé aura lieu vraisemblablement après la mise en vigueur du nouveau PLU prévue en 2012, soit 2013-2014.
- Un recours contre le nouveau PLU, ciblé sur cette zone d'activité économique avant que la Cour d'Appel ne se soit prononcée est probable.
- Si la Cour d'Appel annulait, en 2013 par exemple, le jugement du Tribunal Administratif, ceci se traduirait par une remise en validité de l'ancien PLU pour la période 2006-2012 avec de possibles conséquences sur des permis de construire acceptés et contestés pendant cette période.



Notre conclusion :

Afin de nous prononcer définitivement nous attendons de disposer des informations complètes sur les intentions de la Municipalité quant à cette zone d'activité économique : sa situation, ses caractéristiques, mais aussi sur le projet des Canissons, la destination du Camping de la Baie, du parking du Stade et sur l'ensemble des composantes du PLU, par exemple les surfaces minimales constructibles, la capacité d'accueil du site, le respect du (SCoT) Schéma de Cohérence Territoriale qui impose en matière de régulation de la pression démographique, un taux de croissance maximum de 1 % par an.

Le Président soumet à l'Assemblée l'approbation de l'action menée par le Conseil sous la forme de la :

5^{eme} résolution :

L'Assemblée approuve l'analyse faite concernant les actions en cours sur le P.L.U. et donne pouvoir au C.A. pour mener à bien ce dossier.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

5 Projet des Canissons

Il s'agit d'un projet d'Aménagement Immobilier initié par la Municipalité précédente, situé à l'ouest de la commune, en bordure du chemin des Canissons (Voir carte ci-dessous) dont d'ailleurs les voiries viennent d'être réhabilitées.

Trois parcelles (cadastrées AN772, AN52 et AN53) propriétés du Comité d'Entreprise d'EDF et d'un particulier, pour une surface totale d'environ 3.5 hectares (35 milles m²) constituent le foncier de cette opération.

L'équipe municipale précédente avait grevé ces terrains d'une servitude d'Emplacement Réservé (E.R. n°101) sur le PLU du décembre 2005, mais la démarche d'acquisition n'ayant pas pu aboutir avant la fin de cette mandature le projet n'a pas été mené à son terme.

La destination en était

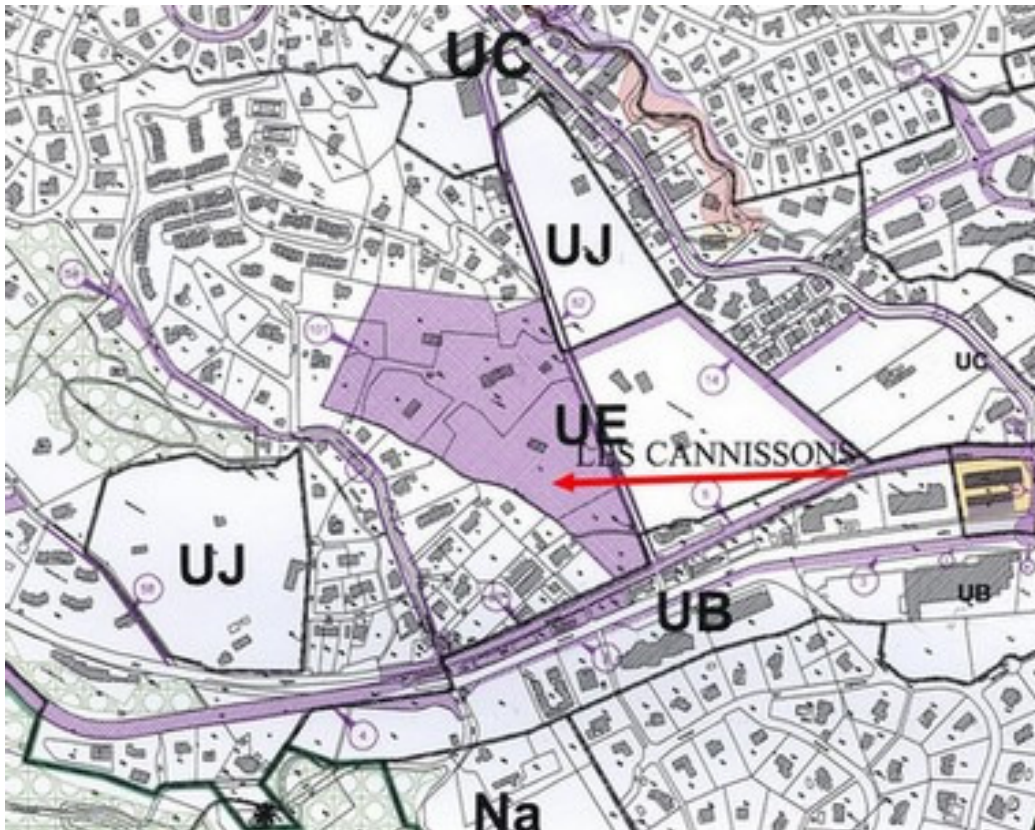
La création d'un Équipement Sportif (stade)

Une gendarmerie aujourd'hui délocalisée à La Croix-Valmer

Et une cinquantaine de logements sociaux



Situation : à l'ouest du chemin des Canisson, en se dirigeant vers le rond-point de Bonporteau par l'avenue du Maréchal Lyautey



Le nouveau projet de la municipalité actuelle, dans une phase préliminaire et donc soumis à évolution se décomposerait de la façon suivante :

Création de 120 logements sociaux (immeubles de 3 étages maximum) en locatif et en accession à la propriété afin de répondre aux objectifs de logement des actifs et des jeunes dans le cadre de ce que la Municipalité appelle « Le Parcours résidentiel Local ».

Des maisons en hameaux ressortissant de la promotion libre.

Création d'Espaces et d'Équipements de Loisirs et Sportifs de proximités dévolus aux associations locales. (Jeux de boules)

D'une piscine couverte (portage privé).

D'un centre de balnéothérapie et d'un ensemble hôtelier.

D'un parking pour 200 voitures

Le portage financier de l'opération serait assuré par l'E.P.F.R. (Établissement Public Foncier Régional) et le bilan de l'opération devrait être en équilibre pour la Municipalité, c'est-à-dire in fine à coût nul.

Un planning fiable est très difficile à établir compte tenu des contraintes juridiques liées à l'expropriation. Mais la réalisation ne verra certainement le jour que dans la prochaine mandature.



COMITÉ DE SAUVEGARDE DE LA BAIE DE CAVALAIRE

Quelques questions se posent. Liste non exhaustive.

Quelle va être la part laissée au privé dans cette opération ?

Quelles conventions de gestion seront prises en garantie avec le privé ?

Quelles seront les modalités d'accessions à la propriété pour les logements aidés ?

Quel sera le dispositif contraignant qui écartera la possibilité de revente dans des conditions lucratives excessives de ces acquisitions ?

Le C.S.B.C. s'efforcera de suivre très attentivement l'élaboration de ce projet, de veiller à ce que la préservation de notre environnement ainsi que les intérêts des Cavallais soient intégrés dans les options prises par la Municipalité.

Nous ne manquerons pas de vous tenir informés.

Le Président soumet à l'Assemblée l'approbation l'analyse faite jusqu'alors par le Conseil sous la forme de la :

6^{ème} résolution :

L'Assemblée approuve l'analyse faite par le C.A. concernant le programme d'aménagement du quartier des Canissons et donne pouvoir au C.A. pour le suivi de ce dossier.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

6 Site remarquable de Pardigon

Pour mémoire :

- Dernière réunion du Comité de Pilotage en décembre 2009 durant laquelle nous avons étudié 3 propositions de 3 bureaux d'étude.

- Courant 2010 et 2011 discussions hors Comité de Pilotage entre l'E.P.F.R. (Établissement Public Foncier Régional) et les municipalités avec l'assentiment du Conservatoire du Littoral au sujet de cessions foncières.

Mais aussi communications de toutes natures, peu productives : réunions, courriers, communications téléphoniques entre les associations, l'E.P.F.R. le Conservatoire, les Municipalités toujours hors Comité de Pilotage.

- Juin 2011, le Conservatoire du Littoral dit vouloir relancer la concertation via le Comité de Pilotage.

- Tous les occupants sans droit ni titre, y compris le centre d'équitation ont désormais quitté les lieux mais le nettoyage, voire la démolition des baraquements restent à réaliser.



COMITÉ DE SAUVEGARDE DE LA BAIE DE CAVALAIRE

**Carte délimitant la Z.A.C. de Pardigon cédée par Pierre et Vacances à l' l'E.P.F.R.
(Établissement Public Foncier Régional)**





Carte (extraite de l'étude Phytolab) avec mise en évidence d'un ruban piétonnier qui traverse le site du nord-ouest vers le sud-est.

Ce ruban avait obtenu un avis favorable de la part de l'ensemble du Comité de Pilotage



Carte avec mise en évidence des parkings selon une proposition des trois associations locales dont le C.S.B.C.





Ce que nous retenons :

- Les propositions des 3 bureaux d'études représentent un ensemble d'idées dont la synthèse reste à faire.
- La Municipalité de La Croix-Valmer a la volonté de réaliser des acquisitions immobilières (bâtiment de plage à vocation non commerciale) et foncières (destination : espace commercial à l'est du boulevard du Maréchal Juin). Si le premier projet peut être envisageable sous certaines conditions, le second est légalement inconcevable.
- La municipalité de Cavalaire ne souhaite pas s'engager économiquement tant qu'un projet cohérent pour l'ensemble de Pardigon ne sera pas finalisé.
- La cession foncière par l'E.P.F.R. au profit du Conservatoire du Littoral, voire des communes devrait s'effectuer avant l'automne.
- Le Conservatoire du Littoral s'est engagé à nous informer préalablement à toutes cessions foncières.
- Le Conservatoire du Littoral s'est engagé à relancer le processus de concertation via le Comité de Pilotage dans le but d'élaborer un schéma d'aménagement et de gestion définitif. Pendant l'assemblée Mme le Maire nous indique que la prochaine réunion du Comité de Pilotage devrait avoir lieu durant la seconde quinzaine de septembre.

Notre conclusion :

Deux ans de perdus dans l'élaboration de ce projet d'aménagement que nous serions tentés de mettre sur le compte d'un système administratif peu efficace et dont les responsabilités sont diluées. En effet à chacun de nos questionnements nous nous situons en face d'une entité qui semble impuissante à agir.

Quelle autre réponse apporter aux nombreux Cavallais qui se demandent si un jour ils pourront bénéficier de ce **site remarquable** aujourd'hui impénétrable ?

Le Président soumet à l'Assemblée l'approbation de l'action menée jusqu'alors par le Conseil sous la forme de la :

7^{ème} résolution :

L'Assemblée approuve les options prises dans le programme de réhabilitation du site remarquable de Pardigon et donne pouvoir au C.A. pour poursuivre ses travaux au sein du Comité de Pilotage.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité



7 Mouillage organisé

Depuis 2011, la zone de mouillage organisé a été rapprochée du port, elle comprend 85 bouées d'amarrage fixées au fond marin par des moyens n'endommageant pas la posidonie contrairement aux ancres traditionnelles.

53 bouées sont réservées à l'amarrage de navires non habitables
32 sont réservées à des navires habitables.

Depuis 2009, les navires neufs dits 'habitables' sont équipés de bacs de rétention pour stocker les eaux noires et il est possible d'aménager ces bacs sur les bateaux moins récents.

L'idéal serait que tous les navires habitables en soient équipés et utilisent ainsi le dispositif de vidange gratuit mis à leur disposition au port pour préserver la qualité de l'eau de mer, mais aucun moyen de contrainte n'est à ce jour envisageable puisque la police municipale n'est toujours pas autorisée à monter à bord pour vérifier l'existence de ces bacs. Elle ne peut le faire que sur invitation du commandant de bord.

Seule une politique de pédagogie et d'incitation peut être exercée.

La capitainerie a mis en place depuis 2011, un système de réduction de 20% du coût de location des bouées d'amarrage afin d'inciter les propriétaires de bateaux à utiliser le dispositif de vidange.

D'autre part des mouillages de jour (du lever au coucher du soleil) pour des navires de 7 mètres maximum sont autorisés dans la baie entre 100 et 150 mètres de la plage, c'est à dire sur un fond sablonneux donc sans risque pour la flore aquatique et au large de la zone réservée aux baigneurs.

A noter que Chaque année nous sommes informés de plaintes de baigneurs indisposés par la présence de ces bateaux devant les plages et souvent il nous est rapporté la découverte de corps indésirables flottant proche du rivage ou échoués sur le sable.

Un débat animé met en évidence la désapprobation de certains cavallais envers ce mouillage organisé.

Madame le Maire indique que dans un premier temps elle s'était montrée défavorable à ce projet, mais indique qu'avec l'expérience un mouillage organisé, donc contrôlé s'avère préférable à un mouillage anarchique tel que nous l'avons connu dans le passé.

Des remarques sont faites quant à la propreté des eaux de baignade et des plages.

Madame le Maire précise que des prélèvements réguliers des eaux de baignade mettent en évidence de façon indiscutable leur bonne qualité en regard des normes en vigueur.

Madame le Maire indique aussi que le nettoyage des plages est effectué chaque jour avec sérieux par les équipes municipales.

Sur une suggestion d'un membre de l'assemblée, nous nous livrerons à des vérifications ponctuelles des résultats d'analyses de l'eau de mer et de la propreté des plages.

Nous vous informerons de nos observations et si nécessaire nous interviendrons auprès de la Municipalité afin de signaler les anomalies relevées.

Notre position :

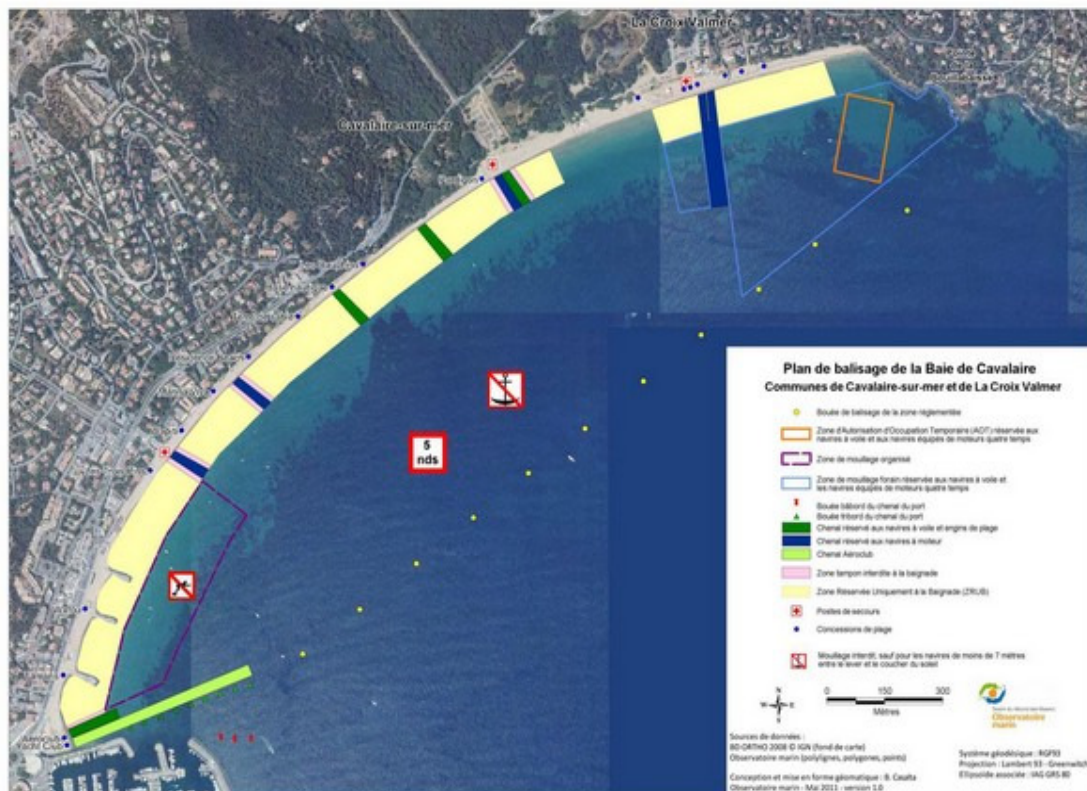
Nous ne reviendrons pas à une préconisation « jusqu'au-boutiste » de suppression du mouillage organisé qui aurait peu de chance d'être entendue, (confère action en justice échouée il y a quelques années), mais nous souhaitons que toutes les mesures possibles qui pourraient aller dans le sens d'une préservation de l'environnement soient prises, entre autres que le Préfet Maritime accorde à la Municipalité le droit de police à bord des embarcations afin de vérifier l'existence des cuves de rétention des eaux usées.

Par ailleurs toute idée de développement du nombre de bouées serait inacceptable.



COMITÉ DE SAUVEGARDE DE LA BAIE DE CAVALAIRE

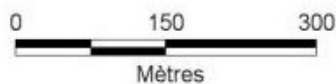
Plan de balisage de la baie de Cavalaire et La Croix Valmer (disponible à la Capitainerie)



Légende

Plan de balisage de la Baie de Cavalaire Communes de Cavalaire-sur-mer et de La Croix Valmer

- Bouée de balisage de la zone réglementée
- Zone d'Autorisation d'Occupation Temporaire (AOT) réservée aux navires à voile et aux navires équipés de moteurs quatre temps
- Zone de mouillage organisé
- Zone de mouillage forain réservée aux navires à voile et les navires équipés de moteurs quatre temps
- Bouée bâbord du chenal du port
- Bouée tribord du chenal du port
- Chenal réservé aux navires à voile et engins de plage
- Chenal réservé aux navires à moteur
- Chenal Aéroclub
- Zone tampon interdite à la baignade
- Zone Réservée Uniquement à la Baignade (ZRUB)
- Postes de secours
- Concessions de plage
- Mouillage interdit, sauf pour les navires de moins de 7 mètres entre le lever et le coucher du soleil





8 Jet-skis

A partir de cette saison 2011, la concession de Pardigon n'a pas été renouvelée.

Environ 50 jet-skis gérés par des professionnels peuvent désormais s'amarrer le long de la Castillane entre le port et le yacht club. Voir photo ci-dessous

Par ailleurs tous les jet-skis ont l'autorisation d'utiliser la cale de mise à l'eau du port communal et sont ainsi plus proches de leur point d'avitaillement.

Nous apprécions ces nouvelles dispositions qui limitent une partie des nuisances et de l'insécurité dénoncée dans le passé. Rappelons que des études scientifiques sérieuses prouvent la forte concentration d'émissions d'oxydes d'azote (NOx) produite par les six millions de jet-skis qui évoluent sur les lacs et le littoral.

Nous observerons cette saison s'il n'est pas relevé de dérive.

A ce sujet, nous nous devons de prendre une position modérée. L'hypothèse d'une interdiction de la pratique du jet ski tel que suggéré par certains de nos membres ne nous apparaît ni réaliste ni applicable dans le contexte de notre législation actuelle.

Notre requête auprès de la Municipalité est tout simplement de ne pas favoriser le développement de cette activité génératrice de nuisances.

Une capacité d'accueil de 50 jet skis mise à la disposition de professionnels nous semble un seuil à ne pas franchir.

(Photo prise durant la saison 2011)





9 Traitement des déchets

Pour mémoire :

Huit communes du Golfe de Saint-Tropez dans le cadre du Comité des Élus (qui comprend 12 communes) avaient mis en 2009 leur imagination et leurs ressources en commun pour rechercher une solution locale au traitement des déchets en substitution du Centre du Balançan, situé sur la commune du Cannet des Maures. On se doit de préciser que certaines communes étaient plus optimistes que d'autres.

Bien que non spécialistes nous vous avons fait part de nos réserves sur la méthode et les moyens mis en œuvre pour gérer un tel projet qui de notre point de vue devait se traiter à plus grande échelle.

Une dernière réunion regroupant le comité de pilotage s'était tenue en décembre 2009 afin de recenser les solutions possibles.

La situation :

Des travaux en dehors du Comité de Pilotage d'un groupe de techniciens se sont poursuivis durant 2010 incluant la visite de sites de traitement, des rencontres d'entreprises spécialisées mais ce dossier a été jugé particulièrement difficile et son étude a été suspendue dans l'attente de la mise en place en 2013 de la Communauté de Commune évoquée ci-dessous.

Notre analyse :

La Communauté de Commune comprendra les 12 communes qui composent le Comité des Élus, nous ne voyons donc pas ce qui modifiera la recherche de solutions.

Nous réitérons, ce type de fonctionnalité d'une **extrême complexité** doit être traité à plus grande échelle, par des compétences confirmées et avec des moyens financiers adaptés.

La complexité est de plusieurs ordres, non seulement économique et technique mais contextuelle (phénomène saisonnier), géographique (localisation des installations difficile dans les communes concernées), valorisation énergétique des substrats résiduels de traitement sans débouchés locaux.

10 Projet d'intercommunalité ou Communauté de communes.

L'objectif est la rationalisation de l'intercommunalité existante dans les territoires du golfe de Saint - Tropez (à ce jour 20 syndicats), et le portage mutualisé des dossiers d'intérêts intercommunaux :

- Transports
- Déchets
- Alimentation en eau potable
- Assainissement
- Tourisme
- Gestion des risques
- Entretien de la forêt
- Programmation habitat
- Accueil des gens du voyage
- Etc.

Le 16 décembre 2010 la loi fixait le cadre des réformes territoriales et entre autres prévoyait de généraliser les intercommunalités.



COMITÉ DE SAUVEGARDE DE LA BAIE DE CAVALAIRE

Dans ce contexte, le Préfet du Var Paul Mourier début juillet dans une conférence de presse a précisé 3 objectifs majeurs assignés aux élus locaux :

- 1 La définition des nouveaux périmètres des intercommunalités
- 2 La rationalisation des périmètres existants
- 3 La simplification de la carte de l'intercommunalité

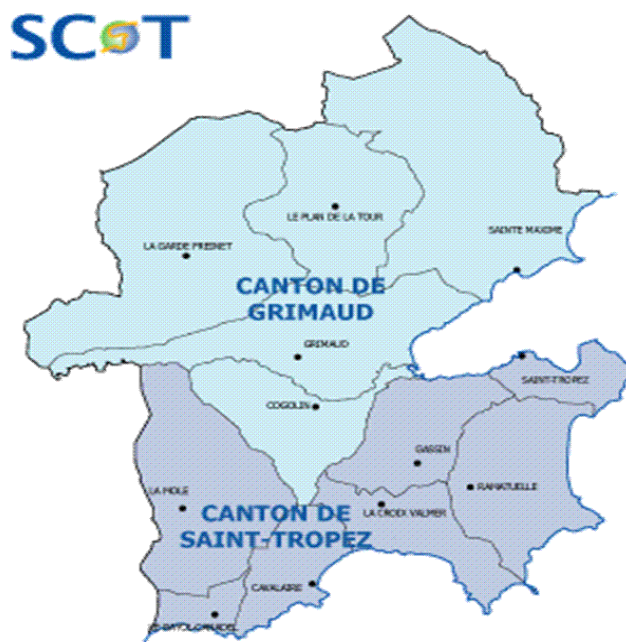
Il a confirmé le calendrier de l'élaboration du projet d'intercommunalité :

- Présentation le 22 avril 2011 du projet du Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) émis par les services préfectoraux.
- Les collectivités devront remettre un premier avis au plus tard le 9 Août 2011.
- Elles disposeront jusqu'à fin décembre 2011 pour apporter des compléments à leur dossier original.
- Une analyse par la Commission Départementale de Coopération Intercommunale (CDCI) sera ensuite effectuée jusqu'en juin 2013, date à laquelle le projet d'intercommunalité devra être mis en œuvre.

Il a développé l'intérêt régional mais aussi national de réussir cette réforme qui vise le moyen et le long terme avec une perspective d'accroissement de la population significative dans notre région

Situation du projet d'intercommunalité dans le Golfe de Saint-Tropez piloté par le Comité des Elus.
Les 12 communes des cantons de Grimaud et Saint-Tropez :

Cavalaire
Cogolin
La Croix-Valmer
La Garde-Freinet
Gassin
Grimaud
La Môle
Le Plan de la Tour
Ramatuille
Le Rayol-Canadel
Sainte-Maxime
Saint-Tropez





COMITÉ DE SAUVEGARDE DE LA BAIE DE CAVALAIRE

ont élaboré leur projet sur les bases du découpage proposé par les services de la Préfecture en définissant les compétences de la Communauté de Commune :

- Aménagement de l'espace
- Développement économique
- Protections et mise en valeur de l'environnement
- Politique du logement et du cadre de vie
- Politique des transports et des déplacements
- Actions en faveur de l'emploi

Le projet inclus des réflexions concernant :

- Les transferts des moyens et des charges
- Les ressources financières communautaires
- L'intégration des actions d'une majorité de syndicats dans la communauté de communes
- Un organigramme des services de la communauté de commune
- Un exécutif composé d'un conseil communautaire comparable à un conseil municipal, un bureau composé des 12 maires concernés.

Le Comité des Élus du Golfe de Saint-Tropez, qui sera dissous lors de la validation de l'intercommunalité, dit être en mesure de respecter les objectifs imposés par le Préfet, mais semble réticent à avancer « au pas de charge » qui s'imposerait afin de respecter le calendrier fixé par celui-ci.

Madame le Maire nous confirme que l'élaboration de ce projet est complexe, que beaucoup de zones d'ombre restent à éclairer avant de se lancer dans une mise en œuvre d'une telle importance. Entre autres, il convient de s'assurer que la fiscalité locale ne sera pas alourdie.

Le Comité de Sauvegarde de la Baie de Cavalaire vous tiendra informés de l'évolution de ce projet qu'il suit avec intérêt dans l'espoir que nos élus sauront en faire un outil de gestion efficace au service des populations concernées en intégrant au mieux la défense de l'environnement.



11 Aéroport de La Môle

Pour mémoire :

Volonté de la société privée propriétaire de l'aéroport d'allonger la piste de 150m utilisable afin de permettre l'atterrissage d'appareils de plus grande taille donc d'augmenter le trafic.

Abattage de 4700 arbres (effectué sans l'autorisation des propriétaires des terrains adjacents).

Projet de détournement ou de recouvrement de la rivière La Môle.

La contestation des associations locales porte sur la stricte application :

- Du PLU (Plan Local d'Urbanisme) de la commune
- D'un Protocole de 2000 limitant les nuisances et repris dans le SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale)
- Du SCoT
- Du PPRI (Plan de Protection des Risques Incendie)
- Des recommandations du Grenelle de l'Environnement
- Des Directives Européennes de Protection des Espèces
- De la Charte Constitutionnelle de l'Environnement

Notre position :

Au travers de notre participation au Conseil d'Administration de l'UDVN83 nous soutenons les actions conduites avec beaucoup de détermination par les associations locales contre ce projet qui semble couvert par les autorités politiques mais porteur de nombreuses nuisances : pollution, bruit, environnement, sécurité.

Ces nuisances auraient un impact dans la Vallée de la Môle jusqu'à Cogolin mais aussi sur la zone côtière, car l'allongement de la piste permettrait un décollage des appareils dans le sens est-ouest ce qui nécessiterait un passage fréquents le long de la côte du Rayol jusqu'à Ramatuelle où se situe une balise de guidage.



Vue de l'aéroport depuis le chemin des crêtes qui domine la vallée de La Môle



12 Contournement de Sainte-Maxime par l'ouest

Plan élaboré en 2005 et qui ne devrait pas subir de modifications fondamentales



Pour mémoire :

Une première étude a été conduite jusqu'en 2005 par les services de l'État en collaboration avec les communes du golfe de Saint-Tropez et les associations. Ce dossier bien avancé a été interrompu suite à un changement de portage, les routes nationales sont désormais sous la responsabilité des départements. Les financements affectés à cette réalisation ont été reportés vers d'autres chantiers (tunnel de Toulon ?).

Étude actuelle :

La seconde étude de 2011 portée par le Conseil Général avec la collaboration du Comité des Élus (qui deviendra à terme la Communauté de Communes) et les associations a été qualifiée de complémentaire, mais le tracé reste le même. Le complément correspond à un travail sur l'hydrodynamique des rivières qui se trouvent à proximité du projet et à un nouveau chiffrage.

Une inconnue : le calendrier de réalisation des travaux.



Un autre projet complémentaire à celui du contournement de Sainte Maxime concernant les déplacements dans le Golfe de Saint-Tropez est actuellement réalisé par le Conseil Général. Il a pour objectif d'étudier la faisabilité d'un transport en commun « en Site Propre », c'est-à-dire sans créer de nouvelles voies entre les communes de Sainte Maxime et Saint-Tropez, si possible en intégrant la commune de Cogolin et le pôle d'équipements hôpital -lycée situé à Gassin.

Si un tel système de transport s'avérait faisable, il diversifierait l'offre de transport collectif Var Lib déjà mis en place par le Conseil Général

13 Communication par internet

La communication par internet mise en place il y a quelques années doit être poursuivie et nous invitons une nouvelle fois nos membres qui, disposant d'un accès internet, reçoivent toujours nos informations sous forme papier à se faire connaître par un simple courriel à l'adresse hf.bonhomme@gmail.com . Nous aurons ainsi la possibilité d'être plus réactifs et de vous apporter des informations plus fréquemment.

Nous vous rappelons si cela était nécessaire l'existence du site web du CSBC : <http://www.cavalaire-environnement.com/>

L'UDVN 83 dispose depuis un an d'un site sur lequel les événements hors Cavalaire sont à votre disposition : <http://www.udvn83.fr/>

14 Composition du Conseil d'Administration

Le Conseil d'administration est composé de :

Mesdames COMBES et VALETTE, Messieurs BONHOMME, FOUCHER, FOURNIER, RADVANYI et SIBI.

Messieurs BONHOMME, FOUCHER et RADVANYI élus lors de l'Assemblée générale du 18 août 2008, dont les mandats arrivent à expiration, demandent à l'Assemblée Générale le renouvellement de leur mandat.

Par ailleurs Madame THIEULIN, qui assiste le Conseil d'administration depuis quelques mois est candidate au poste de membre du Conseil.

Le Président soumet à l'Assemblée la validation des candidatures sous la forme de la :

8^{ème} résolution :

L'Assemblée approuve les candidatures de Madame THIEULIN, Messieurs BONHOMME, FOUCHER et RADVANYI.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Nous attirons l'attention de l'ensemble de nos membres sur la nécessité de remplacer les représentants au Conseil d'Administration qui nous ont quittés ces dernières années.

Nous avons besoins de volontaires motivés par la défense de notre environnement, de préférence résidents permanents à Cavalaire et disposés à consacrer un peu de leur temps pour participer aux tâches du Conseil d'Administration.

Aucune spécialité n'est requise, l'acquisition des connaissances spécifiques à nos travaux peut se faire au fil du temps et dans l'action.



COMITÉ DE SAUVEGARDE DE LA BAIE DE CAVALAIRE

Faites-vous connaître par un simple mail à comite.sauvegarde@wanadoo.fr ou hf.bonhomme@gmail.com ou un appel téléphonique au 04 94 46 29 79 ou au 06 66 33 51 98.

Madame UGUEN, membre du CSBC, présente dans l'assemblée, avec qui nous avons pu dialoguer ces derniers mois est disposée à rejoindre le Conseil d'Administration.

C'est avec beaucoup d'intérêt que nous accueillons cette candidature et nous proposons à Madame UGUEN de participer aux travaux et réunions du C.A en tant que membre invité jusqu'à la prochaine Assemblée Générale à l'été 2012. A ce moment, s'il y a convergence de motivation sa candidature pourra être proposée au vote pour une pleine intégration au C.A.

L'ordre du jour étant épuisé, après avoir remercié l'assistance, Mme le Maire qui cette année encore nous a honorés de sa présence enrichissante dans les débats, Mme Jean Buchholtzer bien entourée de ses enfants et petits enfants Thomas et Nicolas qui ont participé à la technique (micro en salle et P.C. pour la projection), le Président déclare l'assemblée générale annuelle close à 12h15 et invite les participants à partager le pot de l'amitié.